

## Le président centrafricain prêt à des pourparlers sans conditions

Arrib News, 30/12/2012 à 14h00 Source Reuters Le président centrafricain François Bozizé s'est déclaré dimanche prêt à un gouvernement de coalition avec les rebelles et a accepté le principe de pourparlers de paix au Gabon sans conditions préalables. En réponse, un porte-parole du Séléka a pris acte de ses propositions et réclamé des garanties sur la sécurité des familles des insurgés. Le chef de l'Etat, dont le régime est menacé par le Séléka dont les forces sont aux portes de Bangui, a indiqué qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat en 2016 à la tête de la RCA.

"Je suis prêt à former un gouvernement d'unité nationale avec le Séléka pour gouverner ensemble le pays parce que je suis un démocrate", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse organisée à l'issue d'un entretien à Bangui avec son homologue béninois, Thomas Yayi Boni, président en exercice de l'Union africaine. Il s'est également déclaré prêt à participer à des pourparlers de paix organisés par les dirigeants de la région à Libreville "sans condition et sans délai". Dans un entretien accordé à France 24, le porte-parole du Séléka à Paris, Eric Massi, a répondu accusant le gouvernement de Bangui de commettre des "exactions" à leur endroit et, notamment, d'avoir arrêté des membres des familles et de les avoir emmenés vers des destinations inconnues. "Je prends acte de propositions. Nous avons besoin de les étudier", a dit Eric Massi. "L'objectif de la (coalition du) Séléka n'est pas d'entrer dans un gouvernement, mais de permettre au peuple centrafricain d'assumer ses responsabilités afin de conduire le pays sur la voie du développement et de l'épanouissement de l'ensemble des citoyens", a-t-il poursuivi. DES GARANTIES Assurant que "l'ensemble du territoire national est sécurisé", Eric Massi a dit suspendre l'entrée de la rébellion dans Bangui à des "garanties concrètes de la part du président Bozizé". "Je n'ai rien entendu sur la cessation des exactions à l'encontre des membres de nos familles de la part du régime. Plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées et emmenées vers des destinations inconnues", a-t-il déclaré sur France 24. "Nous voulons des garanties sur la sécurité de nos familles". Les insurgés du Séléka, qui veut dire "coalition" en langue vernaculaire Sango, sont d'ordinaire à 75 km de Bangui. Cette coalition hétéroclite de trois groupes armés reproche au président de ne pas avoir respecté les termes d'un accord daté de 2007 et prévoyant que les rebelles ayant déposé les armes soient indemnisés. Le Séléka, qui est passé à l'offensive le 10 décembre, réclame des pourparlers directs avec le pouvoir ainsi que des garanties pour ses chefs militaires. D'après Nelson Ndjadder, un autre porte-parole des insurgés qui s'est exprimé depuis la France, la guérilla compte environ 3.000 combattants et ses effectifs grossissent depuis le début de l'offensive partie du nord-ouest de la RCA. En 2003, une rébellion avait atteint Bangui, préfigurant l'arrivée au pouvoir du général François Bozizé, depuis renversé par les Banguissois ont pour leur part commencé soit à fuir la capitale en empruntant la rivière Oubangui, soit à faire chez eux des provisions de vivres et d'eau en vue d'un assaut final des insurgés. "LES GENS ONT TRÈS PEUR ICI" Dimanche matin, les rues profondes de la capitale étaient en bonne partie désertes à l'exception de patrouilles de l'armée et d'un poignard de fidèles se rendant à l'office dominical. Des jeunes armés de "coupe-coupe" avaient érigé des barricades de fortune le long des grands axes à l'occasion du couvre-feu nocturne. "Les gens ont très peur ici pour le moment, ils cachent leurs biens et cherchent à se mettre à l'abri", témoigne Genaï Dongonbo, un étudiant de l'université de Bangui originaire de Bambari, une localité du nord du pays. "J'aimerais aussi partir mais je n'ai pas d'argent et les insurgés occupent déjà ma ville". Vendredi, les pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale ont convenu de dépêcher des troupes supplémentaires pour appuyer la faible armée centrafricaine. La CEEAC dispose déjà d'un demi-millier de soldats de la paix en RCA. On ignore toutefois la taille et la date de l'arrivée des renforts attendus. La Centrafrique, un pays enclavé d'Afrique centrale doté d'importantes richesses minières, dont du minerai d'uranium exploité par le groupe français Areva, est l'une des nations les plus pauvres et les plus instables du continent. La France, l'ancienne puissance coloniale, a dépêché dimanche près de 180 militaires supplémentaires, appuyés par deux hélicoptères, à Bangui. Cet envoi porte l'effectif du contingent militaire français en RCA à près de 600, a précisé le ministre de la Défense à Paris. Ces militaires, en provenance du Gabon, doivent "assurer si nécessaire la sécurité des ressortissants et des emprises diplomatiques françaises", a précisé le ministre.